

# ENFOPRENSA

Agence guatémoltèque de presse

## Informations du Guatemala

4° année/ n° 182

Du 1° au 7 août 1986

### POLITIQUE

L'ONU envoie un rapporteur au Guatemala  
L'Armée et les forces de sécurité s'en prennent aux manifestants  
Le GAM dénonce les harcèlements de l'Armée  
Le GAM affirme que l'Armée exerce des pressions sur la Cour Suprême de Justice  
Attentat contre un dirigeant syndical  
Nouveau rejet officiel de tout projet concernant la réforme agraire  
Aide militaire des Etats-Unis et de la France pour le Guatemala  
Cerezo signale: "La réunion des contras n'affecte pas la neutralité"  
Les chefs d'entreprise vantent les mérites du programme de change gouvernemental  
Le Directeur du Commerce des Etats-Unis se rendra au Guatemala  
Appui ferme de l'Allemagne Fédérale à la DCG

### CONTRE-INSURRECTION

L'Armée capture des paysans  
Vastes opérations de contrôle  
L'Armée effectue des contrôles sur les routes

### MOUVEMENT POPULAIRE

Une grève médicale s'étend dans tout le pays  
Les journaliers dénoncent les mauvais traitements dont ils sont l'objet  
La demande d'augmentation salariale croît

### SITUATION SOCIALE

Cinq suicides en 24 heures

### DROITS DE L'HOMME

Enlèvement massif de quatre personnes  
La liste des assassinats politiques augmente  
Enlèvement de mineurs d'âge

4° P. 12315

POLITIQUE

L'ONU ENVOIE UN RAPPORTEUR AU GUATEMALA

Le 3 août, le Congrès de la République signalait que le Vicomte Colville de Culross, rapporteur des Droits de l'Homme des Nations Unies, retournerait au Guatemala, le 20 août prochain étant donné les dénominations constantes portant sur les violations des Droits de l'Homme. La décision de l'organe suprême mondial de reprendre le contrôle après six mois de suspension est due aux nombreuses dénonciations sur la persistance des pratiques de violations des garanties individuelles et sociales du peuple guatémaltèque.

L'ARMEE ET LES FORCES DE SECURITE S'EN PRENNENT AUX MANIFESTANTS

Selon des rapports rendus publics, le premier août, les forces anti-émeutes et les effectifs militaires s'en sont pris à une manifestation des habitants de la municipalité San Juan Sacatépequez, dans le département de Guatemala, qui protestaient contre les hausses dans le service des transports vers la capitale, autorisées par le gouvernement démocratique.

Le résultat de l'agression des forces gouvernementales est le suivant: deux personnes ont trouvé la mort, plusieurs ont été blessées et 78 furent capturées, parmi elles on peut signaler la présence de 23 mineurs d'âge.

LE GAM DENONCE LES HARCELEMENTS DE L'ARMEE

Le 31 juillet, le Groupe d'Appui Mutuel -GAM-, composé des proches des disparus dénonçait, dans une lettre ouverte adressée aux Ministres de la Défense et de l'Intérieur, le fait que l'Armée harcèle et intimide en permanence les membres de ce groupe humanitaire. Les membres de ce groupe sont en fait des habitants des villages se situant à l'ouest et au nord-ouest du pays.

Le GAM signale de façon concrète que ces actions d'intimidation ont lieu dans les bourgades des municipalités San Martin Jilotepeque et San José Poaquil, dans le département de Chimaltenango et dans des localités du département de El Quiché.

LE GAM AFFIRME QUE L'ARMEE EXERCE DES PRESSIONS SUR LA COUR SUPREME DE JUSTICE

Le premier août, le GAM signalait que le juge d'instruction, nommé par la Cour Suprême de Justice, aux fins d'enquêter sur le lieu de détention des milliers de disparus pour raisons politiques n'effectue pas, avec compétence, la tâche qui lui a été conférée du fait des pressions exercées par les forces armées.

L'entité humanitaire a affirmé que le juge Olegario Labbé se contentait de visiter les prisons publiques et de demander si oui ou non ces personnes y étaient incarcérées. De la sorte, poursuit le GAM, "peut-être, au cours de ses visites, a-t-il marché sur des cadavres ou sur des prisonniers, cachés dans les caves des prisons".

#### ATTENTAT CONTRE UN DIRIGEANT SYNDICAL

Le 5 août, la Confédération de l'Unité Syndicale du Guatemala -CUSG- dénonçait le fait que le Secrétaire des Finances du Syndicat des Travailleurs de l'Entreprise Publique des Télécommunications -GUATEL-, Pedro Marios Rodas, avait été victime d'un attentat, le 23 juillet, d'où il est sorti indemne.

La dénonciation implique, dans la participation à l'attentat, des agents de la sécurité de l'Etat qui depuis des véhicules officiels ont ouvert le feu, en plein centre de la ville de Guatemala, sur Rodas. Ce dernier rentrait chez lui après avoir assisté à l'enterrement du dirigeant syndical Justo Rufino Reyes, assassiné la veille par les forces de sécurité.

#### NOUVEAU REJET OFFICIEL DE TOUT PROJET CONCERNANT LA REFORME AGRAIRE

Le 4 septembre, des dirigeants du secteur de l'entreprise privée se réunissait avec le Président Vinicio Cerezo et son cabinet afin de lui faire part de "leur préoccupation et de leur rejet" face à tout projet de réforme agraire.

Au cours de la réunion, Cerezo a réitéré, devant les chefs d'entreprises, sa volonté de ne pas porter préjudice aux intérêts particuliers en dépit des demandes continues émanant des milliers de paysans du pays pour l'obtention de terres.

#### AIDE MILITAIRE DES ETATS-UNIS ET DE LA FRANCE POUR LE GUATEMALA

Le 4 août, le Ministre guatémaltèque de la Défense, le Général Jaime Hernández annonçait que le Guatemala recevrait une aide militaire de la France et des Etats-Unis pour un montant de 35 millions de dollars durant les derniers mois de cette année sous la forme de pièces de rechange et de réparation de l'équipement militaire, principalement. Le Chef militaire précisait que le gouvernement français allouerait une contribution de 20 millions de dollars et les Etats-Unis verseront 15 millions, c'est à dire 5 de plus que ce qui avait initialement été demandé par le Président Vinicio Cerezo.

#### CEREZO SIGNALE: "LA REUNION DES CONTRAS N'AFECTE PAS LA NEUTRALITE"

Le 3 août, le Président Vinicio Cerezo affirmait que la réunion des chefs contre-révolutionnaires nicaraguéens, qui s'est tenue récemment au Guatemala, n'affectait pas la politique de "neutralité active" de son gouvernement.

Quelques temps auparavant au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue le 30 juillet, Cerezo signalait qu'en Amérique Centrale, "le pessimisme régnait" quant au succès de la démarche pacifiste du groupe de Contadora.

#### LES CHEFS D'ENTREPRISE VANTENT LES MERITES DU PROGRAMME DE CHANGE GOUVERNEMENTAL

Le 4 août, le Comité de Coordination des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières -CACIF-, le principal organisme patronal du pays, vantait les mérites du système des trois marchés de change instaurés par le Plan de Relance Economique et Social du gouvernement démocrate-chrétien.

Le dit système inclut un marché paritaire afin de couvrir la dette extérieure et deux autres marchés qui effectuent le change des devises à 2,50 quetzales par dollar, afin de favoriser les exportateurs et pour les envois à l'extérieur.

Selon les chefs d'entreprises, cette mesure "est le premier pas" vers un mécanisme "nécessaire et encourageant" afin de stabiliser l'économie.

#### LE DIRECTEUR DU COMMERCE DES ETATS-UNIS SE RENDRA AU GUATEMALA

Le 3 août, on apprenait que le Directeur Général du Commerce Extérieur du gouvernement des Etats-Unis, Alexander Good, serait le principal orateur au cours du premier Congrès National d'Exportation qui aura lieu les 12 et 13 août, dans la ville de Guatemala.

L'événement est organisé par les principales associations de producteurs et exportateurs privés du pays, grâce à l'appui du gouvernement démocrate-chrétien.

#### APPUI FERME DE L'ALLEMAGNE FEDERALE A LA DCG

Le commentateur Gregorio Selser, dans un article publié le 5 août dans le journal du matin mexicain "El Dia", indique que la Fondation Konrad Adenauer du Parti Démocrate-Chrétien d'Allemagne Fédérale a été vitale pour la genèse et le développement de la Démocratie-Chrétienne Guatémaltèque -DCG-.

Sous le titre "La Fondation Konrad Adenauer et son recentrage actif au Guatemala", Selser dévoile qu'actuellement la KA alloue des ressources pour la préparation technique des membres de l'Armée et de la Police guatémaltèques.

#### CONTRE-INSURRECTION

##### L'ARMEE CAPTURE DES PAYSANS

Le 31 juillet, 40 paysans qui fluaient depuis plusieurs mois déjà les campagnes répressives lancées par l'Armée dans le département de El Quiché, au nord-ouest, ont été capturés par des patrouilles militaires et confinés dans des bourgades militarisées.

Les personnes capturées, 10 hommes, 12 femmes et 18 enfants, originaires des bourgades Batzabala, Sumal, Patzumal et Chel, ont été envoyées dans des détachements militaires au Nebaj et Chajul.

D'autre part, le Président Vinicio Cerezo a confirmé ce même jour, des dénonciations antérieures émanants de religieux lorsqu'il a fait savoir que 4 adultes et 15 enfants avaient été capturés récemment par l'Armée dans le département de Izabal, au nord-ouest.

##### VASTES OPERATIONS DE CONTROLE

Le 30 juillet, des habitants de la ville de Mazatenango, chef-lieu du département de Suchitepéquez, au sud-ouest, dénonçaient que des forces conjointes de l'Armée et de la Police Nationale ainsi que de la Garde de l'intérieur avaient, le 29 juillet, effectué une opération de contrôle et de fouille des personnes et des logements de ladite ville.

L'action qui a débuté dès le petit matin s'est prolongée pendant plusieurs heures et le nombre de personnes capturées est indéterminé jusqu'à ce jour.

#### L'ARMEE EFFECTUE DES CONTROLES SUR LES ROUTES

Le 5 août, les milieux de presse locaux signalaient que des effectifs de l'Armée et des forces de police avaient réalisé des opérations de contrôle sur les routes qui vont de la ville de Guatemala à l'ouest du pays et au sud.

Les opérations ont eu lieu sur les routes qui lient la capitale avec les villes de la Vieille Guatemala, Mazatenango et Retalhuleu.

#### MOUVEMENT POPULAIRE

##### UNE GREVE MEDICALE S'ETEND DANS TOUT LE PAYS

Le 30 juillet, des participants signalaient qu'une grève du personnel médical et paramédical, entamée le 25 juillet, s'étendait deux jours plus tard à l'ensemble du pays et recevait l'appui des associations professionnelles et des organisations du travail.

Le collègue des Médecins et des Chirurgiens ainsi que le Syndicat des Travailleurs de la Sécurité Sociale ont appuyé cette initiative et ont dénoncé les manoeuvres gouvernementales visant à ôter tout le prestige d'un tel mouvement de revendication.

##### LES JOURNALIERS DENONCENT LES MAUVAIS TRAITEMENTS DONT ILS SONT L'OBJET

Le premier août, des centaines de travailleurs des diverses plantations sucrières situées dans la municipalité Santa Lucia Cotzumalguapa, dans le département méridionale de Escuintla, envoyaient un mémorial au Ministère du Travail afin de dénoncer les nombreux cas d'arbitraire de la part des patrons.

Ces dénonciations citent plusieurs cas de licenciements collectifs, de mauvais traitements, l'augmentation des journées prestées sans rémunération et d'autres abus.

##### LA DEMANDE D'AUGMENTATION SALARIALE CROIT

Le 5 août, on apprenait que l'Association Nationale des Travailleurs du secteur Public du Guatemala -ANTEG- demanderait une nouvelle augmentation salariale face à la hausse incontrôlée des prix des articles de consommation populaire.

L'ANTEG a demandé une entrevue avec le Président Vinicio Cerezo après que le Ministère du Travail ait refusé de prendre en considération la demande des travailleurs.

#### SITUATION SOCIALE

##### CINQ SUICIDES EN 24 HEURES

Le 31 juillet, des sources étrangères faisaient savoir que 5 suicides avaient eu lieu dans la ville de Guatemala et dans les régions de l'intérieur du pays dans un délai de 24 heures entre le 29 et le 30 juillet. Selon l'avis unanime des messages cités par la presse locale, quatre hommes et une femme ont pris la décision de mettre fin à leurs jours face aux graves problèmes économiques auxquels ils étaient confrontés et devant l'absence de travail et d'occasions.

DROITS DE L'HOMME

ENLEVEMENT MASSIF DE QUATRE PERSONNES

Le 2 août, la presse locale indiquait que 4 personnes avaient été enlevées par des effectifs militaires, la nuit du 31 juillet, à San Juan Ostuncalco, dans le département occidental de Quetzaltenango. Deux de ces personnes ont été assassinés et leurs cadavres, portant des traces de torture, ont été abandonnés au petit matin du jour suivant.

Les morts ont été identifiés comme étant les personnes suivantes: Catalino Sánchez Molina, âgé de 26 ans et Santos Escobar, 22 ans, alors que les deux personnes ayant disparu encore à ce jour, sont Pascual Cortez Cabrera et Francisco Cabrera Juárez.

LA LISTE DES ASSASSINATS POLITIQUES AUGMENTE

Selon des rapports de presse rendus publics, le 3 août, au moins 9 personnes ont été assassinées pour des motifs politiques, au cours d'actions attribuées aux forces de sécurité gouvernementales entre le 30 juillet et le 2 août.

Toutes les victimes ont été enlevées par la force de leurs domicile, soumises à torture et criblées de balles. Elles ont ensuite reçu le classique "coup de grâce" dans la tête. 5 personnes seulement ont pu être identifiées.

ENLEVEMENT DE MINEURS D'AGE

Le 2 août, des proches des victimes ont dénoncé le fait que les mineurs d'âge, de 14 ans, Rosa del Carmen Morales et Julia Jeanette Avilés, ont été enlevés par des effectifs de sécurité gouvernementaux, les 13 et 22 juillet.

Selon les dénonciations, la recherche des deux jeunes filles dans les centres de détention publique s'est révélé totalement infructueuse.